

« Michel Barnier coche toutes les cases pour la présidence de la Commission. »

Éric MAURICE

5 Cinq fonctions dirigeantes de l'Union européenne vont changer de titulaires.

L'Allemagne pèsera de tout son poids dans les désignations

La présidence au cœur du débat

Avant de lire

Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, Federica Mogherini : les visages qui représentaient l'Union européenne depuis 2014 vont changer. Qui prendra la présidence de la Commission, celle du Conseil, et la charge d'incarner la politique étrangère de l'Union européenne ? La distribution des mandats va faire l'objet d'une intense négociation, voire d'un bras de fer entre le Parlement et le Conseil européens. Car la règle qui attribue la présidence de la Commission à la figure de proue du groupe politique le plus important du Parlement n'est pas ancrée dans le Traité. ■

L'attribution de la présidence de la Commission

est, comme en 2014, un des enjeux du scrutin. Mais plus dans les mêmes termes.

● Philippe LERUTH

En 2014, la coalition entre Parti Populaire Européen (PPE) et PSE (Parti Socialiste Européen), majoritaire au Parlement, avait su imposer son point de vue : les chefs d'État et de gouvernement avaient accepté l'attribution de la présidence de la Commission à Jean-Claude Juncker.

C'est le principe – à la figure de proue du plus grand groupe politique du Parlement la direction de la Commission – qui l'avait emporté, plus que l'homme, resté sur un cuisant échec politique l'année précédente : le parti social chrétien luxembourgeois (CSV) avait été renvoyé dans l'opposition après 35 ans au pouvoir.

« L'attribution de la présidence de la Commission fera à nouveau l'objet d'un bras de fer entre le Parlement et le Conseil européens », explique Éric Maurice. Mais les termes du débat, cette fois, ont changé.

« Le Conseil a rappelé, l'an dernier, que l'attribution du poste au chef de file, le "Spitzenkandidat" du plus grand groupe politique au Parlement n'est pas automatique : ce n'est qu'une interprétation du traité de Lis-

bonne », explique le responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman.

Ensuite, un certain nombre de chefs d'État et de gouvernements ont clairement manifesté leur opposition au mécanisme, lors du sommet informel de Sibiu, en mai dernier : « Emmanuel Macron, pour qui cette forme d'élection directe suppose des listes transnationales, qui n'existent pas, au scrutin européen. Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, et le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, s'y sont également dits hostiles. »

Une figure faible

Enfin, « le profil du candidat du Parti Populaire européen, Manfred Weber, apparaît faible : son rôle de chef de groupe du PPE au Parlement européen est un peu court pour la fonction ».

La candidature de l'homme politique bavarois paraît d'autant plus compromise, ajoute Éric Maurice, « que le PPE restera sans doute le groupe politique le plus important mais son alliance avec le PSE risque de ne plus lui donner la majorité au Parlement : il leur faudra s'associer aux libéraux, ou aux écologistes. Qui ne se rallieront

pas forcément à la candidature de Manfred Weber ».

Le débat s'annonce furieux. Entre le Conseil et le Parlement « qui tentera de faire prévaloir la règle du Spitzenkandidat pour la deuxième fois. Elle deviendra alors automatique ».

Puis au sein du Conseil : Manfred Weber bénéficie du soutien de la chancelière allemande, Angela Merkel, et de la présidente de la CDU, le parti démocrate-chrétien, Annegret Kramp-Karrenbauer (AKK). « Pour son rôle dans la réconciliation de la CDU avec son aile bavaroise, la CSU. »

En face, un nom ressort souvent : Michel Barnier a piloté de main de maître la négociation du traité sur le Brexit « et il coche toutes les cases pour la présidence de la Commission : ministre français de l'Agriculture puis des Affaires étrangères. Et deux fois commissaire européen ».

Mais, au cas où son candidat serait refoulé, l'Allemagne pourrait-elle accepter un président de Commission français ? C'est là que les chances de la commissaire danoise à la Concurrence, Margrethe Vestager, la femme qui a fait plier les géants du Web, pourraient partir à la hausse... ■

Postes à distribuer, équilibres à respecter

La présidence de la Commission ne sera pas seule à changer de mains : les présidences du Conseil (assemblée des chefs d'État et de gouvernement) et du Parlement ; et le poste de haut représentant pour la politique étrangère de l'Union attendent de nouveaux titulaires. « Comme la présidence de la Banque centrale européenne, que va quitter Mario Draghi », complète Éric Maurice.

Ces postes requièrent des équilibres : « politique, rompu quand, au départ de Martin Schulz du perchoir du Parlement, le PPE a trusté les présidences de la Commission, du Conseil et du Parlement ;

géographique, et des genres... »

Pour la Banque centrale, le choix se fera entre « un profil allemand, de la rigueur ; et un profil plus volontariste, comme celui de Mario Draghi ».

Si Manfred Weber loupe la Commission, l'Allemagne pourrait peser de tout son poids (pays le plus peuplé de l'Union, avec le plus grand nombre de députés) pour obtenir la présidence de la Banque centrale. « Elle a les secrétariats de la Commission, et du Parlement, et la direction de la Banque européenne d'investissement. Mais Angela Merkel, doyenne du Conseil, veut sans doute une fonction plus visible pour son pays », conclut Éric Maurice. ■ **Phi. le.**